

# Prix 5 cent.--Ce journal paraîtra désormais sur feuille double le Jeudi et le Dimanche.

N° 3

JEUDI 9 MARS 1848.

## ABONNEMENT.

PARIS ET BANLIEUE. DÉPARTEMENTS.

3 mois 2 fr. 3 fr.  
1 an 8 fr. 10 fr.  
Un numéro 10 centimes.

LES

BUREAUX : Rue de la Harpe, 92.

Rédacteur en chef : T. DEZAMY.

# DROITS DE L'HOMME.

## Tribune des Prolétaires.

Liberté, Égalité, Fraternité, Émancipation du Travail, Association, Alliance des Peuples.

### L'alliance des Peuples.

Il y a en Europe deux principes inconciliables : l'aristocratie et la démocratie, la révolution et la contre-révolution. La lutte, quelquefois assoupie, mais jamais interrompue depuis la révolution de 89, vient de trouver une solution pour la France sous les barricades de 1848. Avant de conclure sur ce qu'il y importe de faire à l'égard des despotes, il ne me paraît pas sans intérêt de jeter un coup-d'œil rétrospectif sur l'état intérieur et extérieur de l'Europe.

Ici c'est Metternich, l'assassin de la Galicie, qui s'efforce de retenir l'Italie sur le lit de Procuste où l'avait étendue la Sainte-Alliance ; il ne cesse de suspendre la menace sur la tête des peuples qui aspirent à la régénération. Au Nord, c'est Nicolas qui poursuit son œuvre de vandalisme, s'efforçant d'effacer jusqu'au dernier vestige de la nationalité polonaise. Ailleurs, c'est le Bourbon de Naples, qui, trois jours durant, bombarde Palerme, la seconde ville de ses États. Ce Néron de la Sicile aurait fait subir à sa capitale pareil traitement, s'il eût trouvé un général assez infâme pour obéir à ses ordres sanguinaires. Vaincu, il implore contre ceux qu'il appelle ses sujets l'invasion autrichienne ; et si aujourd'hui il cède enfin à la force et à la peur, est-il permis de croire à la sincérité de ses serments ?

Quel spectacle nous offre cette déplorable Espagne, où règnent d'autres Bourbons ! Quel idéal du régime représentatif, que le gouvernement de l'impudique Christine ou du féroce Narvaez ! Quelle complication d'intrigues diplomatiques et d'intrigues de palais ! Honte et crime ! c'est dans les ruelles de lit de l'Escurial ou de la Granja que se règle le sort du pays. Malheureux peuple ! que d'énergie et d'héroïsme ; que de forces vives il a dépensées depuis quinze ans, pour n'aboutir qu'à changer de maîtres, qu'à retomber dix fois de tyrannie en tyrannie !

En Portugal, une reine parjure brave l'opinion publique et foule aux pieds la constitution ; puis elle appelle les armes étrangères pour maintenir sur sa tête un diadème sanglant, et replacer dans ses mains débiles un sceptre vaincu.

Nous ne parlons pas de l'Irlande ; sa misère lamentable dépasse tout ce que pourrait inventer l'imagination la plus sombre. Faut-il s'en étonner ? depuis trois siècles une oligarchie insolente lui suce goutte à goutte un sang appauvri ; des lois draconiennes pèsent comme une montagne sur sa poitrine !

Passons sous silence tous ces petits tyrannaux de l'Italie de l'Allemagne, méprisables satellites qui se traînent à la remorque d'un Metternich et d'un Nesselrode.

La Diète suisse elle seule résistait à la tyrannie des cours, se dégageant par la victoire de la pression où la tenaient les traités de 1815. Les traités de 1815 ! attentat inouï de la peur et de la trahison ; pacte infernal, en vertu duquel les despotes se partagèrent les peuples comme un vil bétail... Les traités de 1815 ! rivés comme un écou sur le cœur de la France, au jour de ses revers....

Mais les despotes conspirent pour garroter le peuple suisse ; car il est de l'essence du despotisme de trembler sans cesse tant que la voix d'un peuple libre se fait entendre.

Quoi ! les cinq grandes puissances de l'Europe liguées contre une poignée de montagnards ! Quelle grande et chevaleresque entreprise ! Combien n'aurions-nous pas eu à rougir, si depuis longtemps les peuples n'étaient convaincus qu'entre nous et nos ex-gouvernants, il ne pouvait y avoir la moindre solidarité.

Mais ce n'est pas, comme en Portugal, à de grands seigneurs mécontents, parce qu'on ne leur a pas fait une part assez opime du gâteau de la tyrannie : c'est ici à des républicains que les diplomates ont affaire. Les descendants de Guillaume Tell et des héros de Grütli repoussent fièrement des exigences odieuses. Ils savent qu'un peuple est toujours assez fort lorsqu'il combat pour la patrie, la justice et la liberté ! Courage ! courage, nos frères d'Helvétie ! la République française vous appuie de ses vœux ; un mot, et elle vous appuierait de ses baïonnettes. Quelle gloire que d'humilier ainsi ces despotes arrogants ! Quelle honte pour ce congrès de rois que de se voir convaincus à la fois d'imprvoyance et d'iniquité, de couardise et d'impuissance !

Mais concluons. Il résulte de cet aperçu un grand enseignement. Tous les despotes, on le voit, s'appellent et s'entraident, lorsqu'ils ont à lutter contre les peuples ; ils se regardent comme solidaires et dans la défaite et dans le triomphe. Point de sentiment de nationalisme qui alors les retienne et les modère ; leur patrie, à eux, ce sont leurs palais et leurs châteaux forts. Isoler, diviser, morceler les peuples pour paralyser leur action, pour refroidir leurs sympathies et allanguir leurs espérances ; se grouper, se liguier entre eux : voilà leur politique, voilà le secret de leur force.

Démocrates de tous les pays, combattez les tyrans avec des armes semblables ; pourquoi ne feriez-vous pas pour la liberté ce qu'ils font pour le despotisme ? Sans abdiquer le sentiment de la patrie, sachez subordonner à vos principes tout esprit de rivalité nationale ; opposez ligue à ligue, organisation à organisation ; et bientôt, soyez-en bien convaincus, l'alliance parrieide des cours viendra se briser contre la fraternelle alliance des peuples.

Ainsi plus de déclamations contre l'Anglais : les peuples ne sont pas solidaires des méfaits de leurs gouvernements. Plus de Rhin allemand et de Rhin français ! plus d'Alpes ! plus de Pyrénées ! Liberté, Égalité, Alliance, Fraternité entre tous les peuples ! Ils ont tous mêmes intérêts fondamentaux ; qu'ils n'aient tous qu'un même cœur et qu'un même esprit. L'indépendance, la liberté, le bonheur commun sont à ces conditions.

Aujourd'hui l'Europe entière est dans un état de crise violente, et de laborieux enfantement. Partout des besoins nouveaux. Comprimés par des législations bornes et des gouvernements aveugles, ils se traduisent par des révolutions ou menacent de le faire. L'Italie tout entière bout comme un volcan ; la Pologne frémit sous ses chaînes ; en Allemagne on sent partout couvrir sous la cendre le feu d'un immense incendie ; la jeune Irlande se prépare à jeter contre ses bourreaux son cri de guerre et de vengeance, etc., etc. Mieux que tout cela, la France vit sous un gouvernement républicain.

### Actes officiels du Gouvernement provisoire.

*Circulaire adressée par M. Lamartine, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques de la République française.*

Monsieur, vous connaissez les événements de Paris, la victoire du Peuple, son héroïsme, sa modération, son apaisement, l'ordre rétabli par le concours de tous les citoyens, comme si, dans cet interrègne des pouvoirs visibles, la raison générale était à elle seule le Gouvernement de la France.

La Révolution française vient d'entrer ainsi dans sa période définitive. La France est République : la République française n'a pas besoin d'être reconnue pour exister. Elle est de droit naturel, elle est de droit national. Elle est la volonté d'un grand peuple qui ne demande son titre qu'à lui-même. Cependant la République française désirant entrer dans la famille des Gouvernements institués comme une puissance régulière, et non comme un phénomène perturbateur de l'ordre européen, il est convenable que vous fassiez promptement connaître au Gouvernement près duquel vous êtes accrédité les principes et les tendances qui dirigeront désormais la politique extérieure du Gouvernement français.

La proclamation de la République française n'est un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement dans le monde. Les formes de gouvernement ont des diversités aussi légitimes que les diversités de caractère, de situation géographique et de développement intellectuel, moral et matériel chez les Peuples. Les nations ont, comme les individus, des âges différents. Les principes qui les régissent ont des phases successives. Les gouvernements monarchiques, aristocratiques, constitutionnels, républicains, sont l'expression de ces différents degrés de maturité du génie des peuples. Ils demandent plus de liberté à mesure qu'ils se sentent capables d'en supporter davantage ; ils demandent plus d'égalité et de démocratie à mesure qu'ils sont inspirés par plus de justice et d'amour pour le peuple. Question de temps. Un peuple se perd en devançant l'heure de cette maturité, comme il se déshonore en la laissant échapper sans la saisir. La monar-

chie et la République ne sont pas, aux yeux des véritables hommes d'État, des principes absolus qui se combattent à mort ; ce sont des faits qui se contrastent et qui peuvent vivre face à face, en se comprenant et en se respectant.

La guerre n'est donc pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. Entre 1792 et 1848, il y a un demi-siècle. Revenir, après un demi-siècle, au principe de 1792 ou au principe de conquête de l'Empire, ce ne serait pas avancer, ce serait rétrograder dans le temps. La Révolution d'hier est un pas en avant, non en arrière. Le monde et nous, nous voulons marcher à la fraternité et à la paix.

Si la situation de la République française, en 1792, expliquait la guerre, les différences qui existent entre cette époque de notre histoire et l'époque où nous sommes expliquent la paix. Ces différences, appliquez-vous à les comprendre et à les faire comprendre autour de vous.

En 1792, la nation n'était pas une. Deux peuples existaient sur un même sol. Une lutte terrible se prolongeait encore entre les classes dépossédées de leurs privilèges et les classes qui venaient de conquérir l'égalité et la liberté. Les classes dépossédées s'unissaient avec la royauté captive et avec l'étranger jaloux pour nier sa révolution à la France, et pour lui réimposer la monarchie, l'aristocratie et la théocratie par l'invasion. Il n'y a plus de classes distinctes et inégales aujourd'hui. La liberté a tout affranchi. L'égalité devant la loi a tout nivelé. La fraternité, dont nous proclamons l'application et dont l'Assemblée nationale doit organiser les bienfaits, va tout unir. Il n'y a pas un seul citoyen en France, à quelque opinion qu'il appartienne, qui ne se rallie au principe de la Patrie avant tout, et qui ne la rende, par cette union même, inexpugnable aux tentatives et aux inquiétudes d'invasion.

En 1792, ce n'était pas le peuple tout entier qui était entré en possession de son gouvernement : c'était la classe moyenne seulement qui voulait exercer la liberté et en jouir. Le triomphe de la classe moyenne alors était égoïste, comme le triomphe de toute oligarchie. Elle voulait retenir pour elle seule les droits conquis par tous. Il lui fallait pour cela opérer une diversion forte à l'avènement du peuple, en le précipitant sur les champs de bataille, pour l'empêcher d'entrer dans son propre gouvernement. Cette diversion, c'était la guerre. La guerre fut la pensée des Monarchiens et des Girondins ; ce ne fut pas la pensée des Démocrates plus avancés, qui voulaient, comme nous, le règne sincère, complet et régulier du peuple lui-même, en comprenant dans ce nom toutes les classes, sans exclusion et sans préférence, dont se compose la nation.

En 1782, le Peuple n'était que l'instrument de la Révolution, il n'en était pas l'objet. Aujourd'hui la Révolution s'est faite par lui et pour lui. Il est la Révolution elle-même. En y rentrant, il y apporte ses besoins nouveaux de travail, d'instruction, d'agriculture, de commerce, de moralité, de bien-être, de propriété, de vie à bon marché, de navigation, de civilisation enfin, qui sont tous des besoins de paix ! le Peuple et la Paix, c'est un même mot.

En 1792, les idées de la France et de l'Europe n'étaient pas préparées à comprendre et à accepter la grande harmonie des nations entre elles, au bénéfice du genre humain. La pensée du siècle qui finissait n'était que dans la tête de quelques philosophes. La philosophie est populaire aujourd'hui. Cinquante années de liberté de penser, de parler et d'écrire ont produit leur résultat. Les livres, les journaux, les tribunes ont opéré l'apostolat de l'intelligence européenne. La raison rayonnant de partout, par-dessus les frontières des Peuples, a créé entre les esprits cette grande nationalité intellectuelle qui sera l'achèvement de la Révolution française et la constitution de la fraternité internationale sur le globe.

Enfin, en 1792, la liberté était une nouveauté, l'égalité était un scandale, la République était un problème. Le titre des Peuples, à peine découvert par Fénelon, Montesquieu, Rousseau, était tellement oublié, enfoui, profané par les vieilles traditions féodales, dynastiques, sacerdotales, que l'intervention la plus légitime du Peuple dans ses affaires paraissait une monstruosité aux hommes d'État de l'ancienne école. La démocratie faisait trembler à la fois les trônes et les fondements des sociétés. Aujourd'hui les trônes et les Peuples se sont habitués au mot, aux formes, aux agitations régulières de la liberté exercée dans des proportions diverses presque dans tous les États, même monar-



chiques. Ils s'habitueront à la République, qui est sa forme complète chez les nations les plus mûres. Ils reconnaîtront qu'il y a une liberté conservatrice ; ils reconnaîtront qu'il peut y avoir dans la République, non-seulement un ordre meilleur, mais qu'il peut y avoir plus d'ordre véritable dans ce gouvernement de tous pour tous, que dans le gouvernement de quelques-uns pour quelques-uns.

Mais en dehors de ces considérations désintéressées, l'intérêt seul de la consolidation et de la durée de la République inspirerait aux hommes d'Etat de la France des pensées de paix. Ce n'est pas la patrie qui court les plus grands dangers dans la guerre, c'est la liberté. La guerre est presque toujours une dictature. Les soldats oublient les institutions pour les hommes. Les trônes tentent les ambitieux. La gloire éblouit le patriotisme. Le prestige d'un nom victorieux voile l'attentat contre la souveraineté nationale. La République veut de la gloire, sans doute, mais elle la veut pour elle-même, et non pour des César ou des Napoléon !

Ne vous y trompez pas, néanmoins ; ces idées que le gouvernement provisoire vous charge de présenter aux puissances comme gage de sécurité européenne, n'ont pas pour objet de faire pardonner à la République l'audace qu'elle a eue de naître : encore moins de demander humblement la place d'un grand droit et d'un grand peuple en Europe ; elles ont un plus noble objet : faire réfléchir les souverains et les peuples, ne pas leur permettre de se tromper involontairement sur le caractère de notre Révolution, donner son vrai jour et sa physionomie juste à l'événement, donner des gages à l'humanité enfin, avant d'en donner à nos droits et à notre honneur, s'ils étaient méconnus ou menacés.

La République française n'intentera donc la guerre à personne. Elle n'a pas besoin de dire qu'elle l'acceptera, si on pose des conditions de guerre au peuple français. La pensée des hommes qui gouvernent en ce moment la France est celle-ci : heureuse la France si on lui déclare la guerre, et si on la contraint ainsi à grandir en force et en gloire, malgré sa modération ! Responsabilité terrible à la France si la République déclare elle-même la guerre sans y être provoquée ! Dans le premier cas, son génie martial, son impatience d'action, sa force accumulée pendant tant d'années de paix, la rendraient invincible chez elle, terrible peut-être au-delà de ses frontières. Dans le second cas, elle tournerait contre elle les souvenirs de ses conquêtes, qui désaffectionnent les nationalités, et elle compromettrait sa première et sa plus universelle alliance : l'esprit des peuples et le génie de la civilisation.

D'après ces principes, Monsieur, qui sont les principes de la France de sang-froid, principes qu'elle peut présenter sans crainte comme sans défi à ses amis et à ses ennemis, vous voudrez bien vous pénétrer des déclarations suivantes :

Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française ; toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations.

Mais, si les traités de 1815 n'existent plus que comme faits à modifier d'un accord commun, et si la République déclare hautement qu'elle a pour droit et pour mission d'arriver régulièrement et pacifiquement à ces modifications, le bon sens, la modération, la conscience, la prudence de la République existent, et sont pour l'Europe une meilleure et plus honorable garantie que les lettres de ces traités si souvent violés ou modifiés par elle.

Attachez-vous, Monsieur, à faire comprendre et admettre de bonne foi cette émancipation de la République des traités de 1815, et à montrer que cette franchise n'a rien d'inconciliable avec le repos de l'Europe.

Ainsi, nous le disons hautement, si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe, ou ailleurs, nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence ; si la Suisse, notre fidèle alliée depuis François 1<sup>er</sup>, était contrainte ou menacée dans le mouvement de croissance qu'elle opère chez elle pour prêter une force de plus au faisceau des gouvernements démocratiques ; si les Etats indépendants de l'Italie étaient envahis ; si l'on imposait des limites ou des obstacles à leurs transformations intérieures ; si on leur contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider une partie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements légitimes de croissance et de nationalité des peuples.

La République, vous le voyez, a traversé du premier pas l'ère des proscriptions et des dictatures. Elle est décidée à ne jamais voiler la liberté au-dedans. Elle est décidée également à ne jamais voiler son principe démocratique au-dehors. Elle ne laissera mettre la main de personne entre le rayonnement pacifique de sa liberté et le regard des peuples. Elle se proclame l'alliée intellectuelle et cordiale de tous les droits, de tous les progrès, de tous les développements légitimes d'institutions des nations qui veulent vivre du même principe que le sien. Elle ne fera point de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins. Elle sait qu'il n'y a de libertés durables que celles qui naissent d'elles-mêmes sur leur propre sol. Mais elle exercera par la lueur de ses idées, par le spectacle d'ordre et de paix qu'elle espère donner au monde, le seul et honnête prosélytisme : le prosélytisme de l'estime et la sympathie. Ce n'est point là la guerre, c'est la nature. Ce n'est point là l'agitation de l'Europe, c'est la vie. Ce n'est point là incendier le monde, c'est briller de sa place sur l'horizon des peuples pour les devancer et les guider à la fois.

Nous désirons, pour l'humanité, que la paix soit conservée. Nous l'espérons même. Une seule question de guerre avait été posée, il y a un an, entre la France et l'Angleterre. Cette question de guerre ce n'était pas la France républicaine qui l'avait posée, c'était la dynastie. La dynastie emporte avec elle ce danger de guerre qu'elle avait suscité pour l'Europe par ambition toute personnelle de ses alliances de famille en Espagne. Ainsi cette politique domestique de la dynastie déchue, qui pesait depuis dix-sept ans sur notre dignité nationale, pesait en même temps par ses prétentions à une couronne de plus à Madrid sur nos alliances libérales et sur la paix. La République n'a point d'ambition. La République n'a point de népotisme. Elle n'hérite pas des prétentions d'une famille. Que l'Espagne se régisse elle-même ; que l'Espagne soit indépendante et libre. La France, pour la solidité de cette alliance naturelle, compte plus sur la conformité de principes que sur les successions de la maison de Bourbon.

Tel est, Monsieur, l'esprit des conseils de la République. Tel sera invariablement le caractère de la politique franche, forte et modérée que vous aurez à représenter.

La République a prononcé en naissant et au milieu de la chaleur d'une lutte non provoquée par le peuple, trois mots qui ont révélé son âme et qui appelleront sur son berceau les bénédictions de Dieu et des hommes : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Elle a donné le lendemain, par l'abolition de la peine de mort en matière politique, le véritable commentaire de ces trois mots, au dedans, donnez-leur aussi leur véritable commentaire au dehors. Le sens de ces trois mots appliqués à nos relations extérieures est celui-ci : affranchissement de la France des chaînes qui pesaient sur son principe et sur sa dignité ; récupération du rang qu'elle doit occuper au niveau des grandes puissances européennes ; enfin, déclaration d'alliance et d'amitié à tous les peuples. Si la France a la conscience de sa part de mission libérales et civilisatrice dans le siècle, il n'y a pas un de ces mots qui signifie *guerre*. Si l'Europe est prudente et juste, il n'y a pas un de ces mots qui ne signifie *paix*.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

LAMARTINE,

Membre du Gouvernement provisoire de la République et ministre des affaires étrangères.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Une commission des récompenses nationales est établie.

Il nomme un de ses membres, le citoyen Albert, président de la commission, qui siégera à la mairie de Paris.

Par d'autres décrets :

1<sup>o</sup> L'esclavage est aboli ;

2<sup>o</sup> L'Herbette est nommé liquidateur de l'ancienne liste civile et du domaine privé. Lui sont adjoints comme commissaires liquidateurs : M. Adam, inspecteur-général des finances, M. Empis secrétaire du contentieux. M. Savignon, avocat, est nommé secrétaire de la commission.

M. Hippolyte Biesta est chargé de maintenir le séquestre sur les biens ayant appartenu à l'ex-duc d'Aumale.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République, Voulant remettre le plus tôt possible aux mains d'un gouvernement définitif les pouvoirs qu'il exerce dans l'intérêt et par le commandement du peuple,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Les assemblées électorales de canton sont convoquées au 9 avril prochain pour élire les représentants du peuple à l'Assemblée nationale qui doit déléguer la constitution.

Art. 2. L'élection aura pour base la population.

Art. 3. Le nombre total des représentants du peuple sera de neuf cents, y compris l'Algérie et les colonies françaises.

Art. 4. Ils seront répartis entre les départements dans la proportion indiquée au tableau ci-joint.

Art. 5. Le suffrage sera direct et universel.

Art. 6. Sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant dans la commune depuis six mois, et non judiciairement privés ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Art. 8 Le scrutin sera secret.

Art. 9 Tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton, par scrutin de liste.

Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de représentants à élire dans le département.

Le dépouillement des suffrages se fera au chef-lieu de canton, et le recensement au département.

Nul ne pourra être nommé représentant du Peuple, s'il ne réunit pas deux mille suffrages.

Art. 10. Chaque représentant du Peuple recevra une indemnité de 25 fr. par jour, pendant la durée de la session.

Art. 11. Une instruction du Gouvernement provisoire réglera les détails d'exécution du présent décret.

Art. 12. L'Assemblée nationale constituante s'ouvrira le 20 avril.

Art. 13. Le présent décret sera immédiatement envoyé dans

les départements et publié et affiché dans toutes les communes de la République.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 5 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

— Par décret de ce jour, les lois de septembre contre la presse sont abrogées.

— Un autre décret établit, à Paris, un bureau central pour l'organisation des *Ateliers nationaux* du département de la Seine.

— Une proclamation de la Commission du gouvernement, pour les travailleurs, invite les ouvriers à agir d'après les dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> Chaque profession nommera trois délégués ;

2<sup>o</sup> Autant que possible, les professions qui se tiennent de près, s'entendront pour nommer les mêmes délégués et donner ainsi un premier exemple de fraternelle union ;

3<sup>o</sup> Les noms des délégués seront imprimés dans les journaux, comme moyen de vérification pour tous ;

4<sup>o</sup> Une assemblée générale des délégués aura lieu au Luxembourg, dans l'ancienne chambre des pairs, vendredi prochain, 10 mars, à midi.

Là, nous ferons connaître les mesures à prendre, pour que la commission aille rapidement à son but ; car il importe de ne pas perdre une heure, quand il s'agit des plus chers intérêts du peuple.

6 mars 1848.

LOUIS BLANC, ALBERT.

Nous engageons les travailleurs de répondre à l'appel du Gouvernement. Nous engageons surtout les professions diverses à se concerter entre elles, puis à baser leur action sur des principes communs à toutes les professions.

Les travailleurs doivent repousser tout système d'organisation qui priverait l'individu de son libre arbitre, ou qui les maintiendrait sous l'influence des maîtres.

On parle d'associer le capitaliste et le travailleur : mauvais moyen. Il faut arriver à la suppression du salariat, auquel serait substitué le *travail libre* et des *entrepôts nationaux*. C'est seulement alors que le mot République sera une vérité.

Nous appelons, sur cette idée, l'attention de la Commission du gouvernement pour les travailleurs. Nous croyons, quant à nous, avoir trouvé une solution à ce problème capital.

## Nouvelles diverses.

Une lettre de commerce, écrite de Strasbourg, annonce que le roi de Bavière est en fuite, et la République déclarée à Munich pour toute l'Allemagne centrale. L'Allemagne est fatiguée de ses 108 princes souverains.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE DE METZ.

Bruits généralement admis à Sarrebruck.

Le duc de Hesse-Cassel est chassé et son château brûlé... — Le duc de Nassau est en fuite. — Le grand-duc de Bade a été contraint de donner, dans les dix minutes, une constitution offrant les formes les plus démocratiques. — A Sarrebruck, vive sympathie pour la Révolution française. — A Sarrelouis, la garnison se bloque dans la place une partie du jour. Elle fait rigoureuse garde pendant la nuit, et rase les arbres sur le glacis. — Mayence est en émoi, envoyant des protestations au grand-duc de Hesse-Darmstadt ; attitude défiant de la population contre la garnison autrichienne. — Le roi de Wurtemberg est terrifié ; il est prêt à faire les plus grandes concessions.

On annonce comme un fait positif que le gouvernement prussien de Neuchâtel vient d'être renversé par une manifestation populaire. Le canton suisse de Neuchâtel sera désormais un état purement républicain, comme les vingt-un autres. Le siège du nouveau gouvernement est à La Chaux-de-Fonds.

Le journal *LES DROITS DE L'HOMME* fait appel à tous les citoyens qui lui sont sympathiques, pour concourir à sa propagation, qu'on cherche déjà à entraver. — Il est fait une remise de 25 pour 100 aux personnes qui se chargent de vendre le journal soit dans les rues, soit dans les ateliers, soit dans les Sociétés populaires, soit dans les théâtres.

Le Rédacteur-Gérant,  
T. DEZAMY.

IMPRIMERIE DE ÉDOUARD BAUTRUCHE,  
RUE DE LA HARPE, 90.